

Association LE PIED A L'ETRIER

396 avenue Sadi Carnot

84500 - BOLLENE

Exercice clos le 31 Décembre 2023

Association LE PIED A L'ETRIER

396 avenue Sadi Carnot

84500 - BOLLENE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 Décembre 2023

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée le 23 juin 2022 par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- nous nous sommes assurés de la bonne application des principes comptables applicables, notamment en matière de rattachement à l'exercice des charges et produits, ainsi que de la cohérence des informations figurant dans l'annexe de vos comptes annuels à ce sujet ;
- aucune estimation significative n'a été retenue pour l'arrêté des comptes ;
- nous avons vérifié la cohérence de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

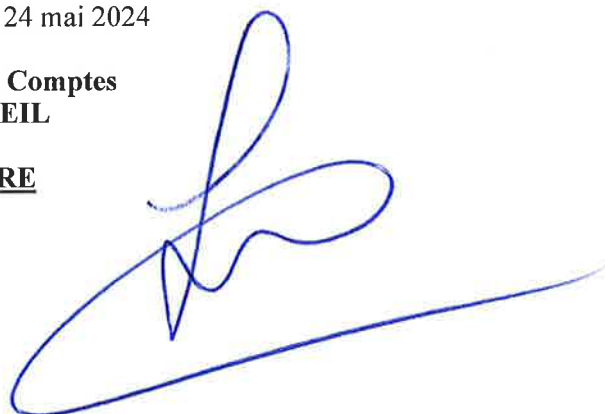
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bollène,
Le 24 mai 2024

**Le Commissaire aux Comptes
SODEC CONSEIL**

Mickaël ROURE



Association LE PIED A L'ETRIER

396 avenue Sadi Carnot

84500 - BOLLENE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 Décembre 2023

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre Rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la Doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L.612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTIONS ANCIENNES QUI SE SONT POURSUIVIES

Administrateur concerné : Clément METAXIAN

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé à Monsieur Clément METAXIAN des prestations de services à hauteur de **2 279 euros** sur 2023.

Administrateur concerné : Arlette MARCHAND

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé à Madame Arlette MARCHAND des prestations de services à hauteur de **1 983 euros** sur 2023.

Administrateur concerné : Maryse ANDRE

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé de prestations de services à Madame Maryse ANDRE à hauteur de **5 659 euros** pour l'exercice 2023.

Mission Locale du Haut Vaucluse

L'Association LE PIED A L'ETRIER a facturé à la Mission Locale du Haut Vaucluse des prestations de services à hauteur de 11 603 euros sur 2023.

CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE A SOUMETTRE A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organisme délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du Code de commerce.

Fait à Bollène,
Le 24 mai 2024

**Le Commissaire aux Comptes
SODEC CONSEIL**

Mickaël ROURE



BILAN ACTIF AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	21 630	21 237	393	1 934
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 670 535	399 987	1 270 549	446 587
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	47		47	47
Autres titres immobilisés	12 488		12 488	1 575
Prêts				905
Autres	13 207		13 207	13 207
Total I	1 717 907	421 224	1 296 683	464 254
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	451 984	23 238	428 746	243 887
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	72 084		72 084	110 715
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	677 497		677 497	862 275
Charges constatées d'avance	6 031		6 031	5 241
Total II	1 207 595	23 238	1 184 357	1 222 118
Frais d'émission des emprunts (III)	X	X	X	X
Primes de remboursement des emprunts (IV)	X			
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 925 502	444 462	2 481 040	1 686 372



BILAN PASSIF AU 31/12/2023

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	833 039	739 210
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	170 893	93 829
Situation nette (sous total)	1 003 932	833 039
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	39 329	59 577
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	1 043 261	892 616
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		



Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	X	X
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	X	X
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	891 902	359 193
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	21 643	26 867
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	463 089	389 764
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 784	
Autres dettes	6 178	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	32 183	17 932
Total IV	1 437 779	793 756
Ecart de conversion Passif (V)	X	X
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	2 481 040	1 686 372



COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 901 837	2 505 178
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	280 862	229 890
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 694	4 120
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations	310	210
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues	621 951	546 888
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	22 264	1 903
Total I	3 830 918	3 288 189
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	351 250	335 605
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	172 694	161 901
Salaires et traitements	2 569 303	2 273 496
Charges sociales	462 723	376 720
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	90 498	47 397
Dotations aux provisions	7 354	4 334
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	17 841	22 724
Total II	3 671 663	3 222 177
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	159 255	66 012
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 465	1 601
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		



Total III	5 465	1 601
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	26 574	1 825
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	26 574	1 825
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 21 110	- 224
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	12 125	9 258
Sur opérations en capital	24 148	20 948
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	36 273	30 206
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 525	2 165
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	3 525	2 165
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	32 748	28 041
Participation des salariés aux résultats (VII)	X	X
Impôts sur les bénéfices (VIII)	X	X
Total des produits (I + III + V)	3 872 656	3 319 996
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 701 763	3 226 167
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	170 893	93 829
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		960
Bénévolat		
TOTAL		960
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	X	X
Mises à disposition gratuite de biens		960
Prestations en nature	X	X
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	X	X
TOTAL	X	X



Principes règles et méthodes comptables :

1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan
- Le compte de résultat
- L'annexe.

2. Méthode générale

En 2019, l'association a arrêté les comptes sous l'ancien règlement. A partir de l'année 2020, les comptes sont arrêtés sous le nouveau référentiel comptable applicable ANC 2018-06 du 05 12 018, ANC 2019-04 du 08 11 2019 et ANC 2020-08 du 04 12 2020.

3. Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4. Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.



ANNEXES AU BILAN – COMPTES ANNUELS 2023

I. INFORMATIONS DIVERSES

Les comptes annuels présentés concernent la période du 1^{er} Janvier 2023 au 31 Décembre 2023.

En 2016, l'Association a contracté deux emprunts :

- Crédit Coopératif : 30 192 € sur 7 ans – TEG Fixe : 2,09 %.

Au 31/12/2023, le montant restant à rembourser s'élève à 1 116,30 €.

En 2017, l'Association a contracté un emprunt :

- Caisse d'épargne : 30 000 € sur 7 ans – TEG Fixe : 1,43 %.

Au 31/12/2023, le montant restant à rembourser s'élève à 1 865,20 €.

En 2018, l'Association a contracté un emprunt :

- Caisse d'épargne : 9 900 € sur 7 ans – TEG Fixe : 1,19 %.

Au 31/12/2023, le montant restant à rembourser s'élève à 2 414,20 €.

En 2020, l'Association a contracté un emprunt :

- Caisse d'épargne : 19 500 € sur 5 ans – TEG Fixe : 0,91 %.

Au 31/12/2023, le montant restant à rembourser s'élève à 4 940,00 €.

En 2022, l'Association a contracté un emprunt :

- Crédit coopératif : 775 000 € sur 25 ans – TEG Fixe : 3,58 %.

Au 31/12/2023, le montant restant à rembourser s'élève à 759 502,16 €.

En 2023, l'Association a contracté un emprunt :

- Crédit coopératif : 125 000 € sur 25 ans – TEG Fixe : 3,66 %.

Au 31/12/2023, le montant restant à rembourser s'élève à 122 064,44 €.



II. DETAIL DE CERTAINS COMPTES

FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES

408100 – FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES 8 338,85 €

COMPTES SOCIAUX

428200 – PROVISION CONGES PAYES 106 370,00 €
428300 – PROVISION PRIMES A PAYER 48 370,00 €
438200 – PROVISION CHARGES SOCIALES S/ C.P. 27 830,00 €
438300 – PROVISION CHARGES SOCIALES S/ PRIMES 16 764,00 €

CHARGES A PAYER

4486 – CHARGES A PAYER 4 320,50 €
4686 – CHARGES A PAYER 6 178,00 €

PRODUITS A RECEVOIR

4387 – ORGANISME SOCIAUX – Produits A Recevoir 1 788,57 €
44171 – CR PACA Subv A Recevoir 9 152,84 €
4687 – PRODUITS A Recevoir 18 624,19 €

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

486000 – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE 6 030,72 €

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

487000 – PRODUITS CONSTATES D'AVANCE 32 183,37 €

DEBITEURS DIVERS

46711 – NOTAIRE DAYRE ACHAT BATIMENT PRINCIPAL 1 408,46 €
46712 – NOTAIRE DAYRE ACHAT ANNEXE 134,13 €



1° L'objet social du Pied à l'Etrier

Le Pied à l'Etrier s'inscrit dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire.

Association à but non lucratif régie par la loi de 1901, elle est conventionnée par l'Etat et le Conseil Départemental de Vaucluse et est agréée « Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale ».

Notre mission depuis plus de 20 ans :

« Accompagner les publics en recherche d'emploi dans leur insertion sociale et professionnelle en favorisant la diversité sociale et la lutte contre les exclusions. »

Notre approche pluridisciplinaire (insertion par l'activité économique, formation, accompagnement socioprofessionnel, prévention de l'illettrisme...) nous permet de proposer à chacun un accompagnement personnalisé, adapté à sa situation et à sa personne.

2° Ses activités

Le Pied à l'Etrier est une structure « ensemblier », qui regroupe plusieurs actions :

L'Association Intermédiaire

Environ 200 salariés en insertion par an sont mis à disposition auprès de particuliers, entreprises, associations, collectivités locales, bailleurs sociaux.

Le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile

Agrément qualité au titre des emplois de service à la personne délivré par la DDETS de Vaucluse.

Le chantier d'insertion

53 salariés en insertion, en moyenne par an, réalisent des prestations d'entretien des espaces verts, d'entretien du bâtiment, de débarras, de déménagement et de distribution pour des entreprises, associations, collectivités locales et bailleurs sociaux et depuis septembre 2021 l'exploitation d'une Ressourcerie.

Le marché du département de Vaucluse

Ayant pour objet « Accompagnement social et socio-professionnel des bénéficiaires du RSA ».

L'organisme de formation

- Cours de Linguistique
- Cours de Remise à Niveau des savoirs de base

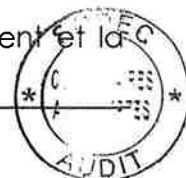
Et toute autre action qui répond à une problématique de formation, d'insertion professionnelle, d'accès aux droits, de prévention de l'illettrisme ou de parentalité.

3° Les moyens mis œuvre

27 salariés permanents encadrent et animent ces actions

232 salariés en insertion ont été accompagnés dans leurs démarches d'insertion socioprofessionnelles et ces salariés permettent la réalisation des prestations et des mises à disposition demandées par nos clients

8 administrateurs du Conseil d'administration et la Direction pilotent le fonctionnement et la stratégie de l'association



4° Les faits caractéristiques d'importance significative au cours de l'exercice

L'année 2023 a été marquée par deux faits importants pour l'association :

- Suite à l'acquisition des locaux sur Bollène, les travaux de rénovation se sont étendus sur une durée de six mois. Nous avons emménagé au 1^{er} juillet 2023. Nous bénéficions désormais de bien meilleures conditions de travail et d'accueil de nos publics.
- Nous avons aussi acquis un hangar dans la même avenue que nos bureaux, pour l'activité du chantier d'insertion multiservices.
- Sur un périmètre restreint, nous avons réussi à garder une proximité entre nos services.
- Nous avons donné une plus-value à l'association qui est devenue propriétaire.

